

Un groupe d'experts épingle les 'pratiques inacceptables' employées dans le rapport final de l'OIAC/OPCW sur l'attaque présumée à l'arme chimique à Douma, en Syrie le 7 avril 2018

'Courage Foundation' a convenu à Bruxelles le 15 octobre un groupe d'experts composé d'individus concernés provenant des domaines suivants: désarmement, loi internationale, journalisme, opérations militaires, médecine et services des renseignements. Le groupe d'experts a rencontré un lanceur d'alerte, membre de l'équipe d'enquête de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques/Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OIAC/OPCW), organisation qui joue un rôle de veille, pour la communauté internationale, sur l'utilisation des armes chimiques. Sur la base de cette rencontre, le groupe d'experts a émis la déclaration suivante:

En nous basant sur la présentation exhaustive du lanceur d'alerte, incluant des courriels internes, des échanges de messages texte, et de versions cachées du rapport, nous sommes unanimes à exprimer notre alarme concernant les pratiques inacceptables dans l'investigation de la présumée attaque à l'arme chimique à Douma, près de la capitale syrienne, Damas, le 7 avril 2018. Le témoignage nous a convaincus que des informations clés concernant l'analyse chimique, la toxicologie et les études balistiques, ainsi que les témoignages directs, ont été occultées, ostensiblement pour favoriser une conclusion préétablie.

Nous sommes troublés d'apprendre que des efforts ont eu lieu pour exclure certains investigateurs de l'enquête tout en contrecarrant leurs tentatives pour soulever des préoccupations légitimes, pour mettre en lumière des pratiques irrégulières, ou même pour exprimer des divergences concernant leurs observations et évaluations. Ceci va à l'encontre du droit explicitement conféré aux inspecteurs par la convention sur les armes chimiques, droit ayant pour but évident d'assurer l'indépendance des inspecteurs et l'autorité des rapports d'inspection.

Pour ces raisons, et bien que tardivement, nous demandons à l'OIAC de permettre à tous les inspecteurs qui ont pris part à l'enquête de Douma de se manifester et de rapporter leurs observations divergentes dans un forum approprié organisé par les États Membres de la Convention sur les Armes Chimiques, en accord avec l'esprit de la Convention. On devrait permettre aux inspecteurs de pouvoir faire cette démarche sans peur de représailles ou même de censure.

Le groupe d'experts met de l'avant ces critiques dans l'espoir que le OPCW revienne sur son enquête sur l'incident de Douma, avec le but de clarifier ce qui s'est réellement passé. Ceci aiderait à restaurer la crédibilité du OPCW et contribuerait à démontrer son attachement à son obligation légale à la transparence, à l'impartialité, et à l'indépendance. Il est de la plus haute importance de rétablir la confiance dans les procédures de vérification invoquées dans l'implémentation des interdictions de la Convention sur les Armes Chimiques (CAC/CWC).

Membres du groupe:

José Bustani, ambassadeur du Brésil, Premier directeur général de l'OIAC (OPCW) et ancien ambassadeur au Royaume Uni et en France

Richard Falk, professeur émérite de loi internationale, université Princeton; professeur invité, université Istinye, Istanbul

Kristinn Hrafnsson, éditeur en chef de Wikileaks

John Holmes, Maj Gen (retd) DSO OBE MC

Dr. Helmut Lohrer, MD, Membre de direction, International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) et conseiller international de sa filiale allemande

Prof. Dr. Guenter Meyer, directeur, Centre for Research on the Arab World (CERAW) à l'université de Mainz

Elizabeth Murray, ancien sous-officier pour le proche-orient, National Intelligence (retd); membre, Veteran Intelligence Professionals for Sanity et Sam Adams Associates for Integrity in Intelligence (website: www.samadamsaward.ch)